

Les Mauritaniens acceptent l'idée de discipliner les enfants par la force physique

Dépêche No. 834 d'Afrobarometer | Mariem Abdellahi Edda, Raghye Meissara Bilal, Aliou Sow et Oumar Ba

Résumé

Préoccupé par le bien-être des enfants, l'Etat mauritanien ne cesse de déployer des efforts pour mettre les enfants à l'abri des différents types d'abus et de négligence. Le pays a amélioré son cadre légal et institutionnel en la matière en signant la Convention Internationale des Droits de l'Enfant, en promulguant des lois et en adoptant des plans et stratégies de protection de l'enfance (UNICEF, 2018).

Ces mesures ont souligné l'importance primordiale du bien-être de l'enfant et le rôle essentiel de la famille dans sa protection (Sahara Media, 2019), et ont permis de réduire le travail des enfants et d'atteindre un taux brut de scolarisation de 100% dans le primaire. Dans le domaine sanitaire, des initiatives ont été prises pour renforcer la santé maternelle et néonatale (Nations Unies, 2018). Et sur le plan administratif, la mise en place du Parlement de l'Enfant et des conseils municipaux pour enfants ont permis aux enfants de librement s'exprimer sur leurs problèmes (République Islamique de Mauritanie, 2022).

Malgré ces réalisations, des cas d'abus et d'ignorance des droits des enfants sont constatés. En 2017, quatre enfants sur 10 ne sont pas enregistrés au niveau de l'état civil, plus de la moitié des filles âgées de 0-14 ans ont subi une mutilation génitale, et plus d'un tiers des femmes de 20-24 ans ont été mariées avant l'âge de 18 ans. Pendant la même année, huit enfants sur 10 de moins de 14 ans ont connu des châtiments corporels, et plus de 30% des enfants de 5-17 ans travaillaient dans des conditions indésirables (UNICEF, 2018). Aussi, l'état notionnel des enfants de moins de cinq ans indique qu'un quart de cette catégorie souffre d'une insuffisance pondérale à la naissance (UNICEF, 2017).

Cette dépêche rend compte d'un module d'enquête spécial inclus dans le questionnaire d'Afrobarometer Round 9 (2021/2023) pour explorer les expériences et les perceptions des Mauritaniens sur l'utilisation de la force physique dans l'éducation des enfants, la fréquence de maltraitance et négligence des enfants, l'existence de soutien aux enfants vulnérables et les performances du gouvernement dans la protection des droits des enfants.

Selon les résultats, la grande partie des Mauritaniens justifient l'usage de la force physique pour discipliner les enfants mais estiment que ce fait n'est pas fréquent dans leur communauté. Des majorités de répondants disent que les cas d'enfants non-scolarisés sont fréquents dans leur communauté, mais qu'il n'est pas fréquent que les enfants soient victimes de violence, maltraités ou négligés.

Globalement, la majorité des répondants affirment qu'il y a des sources d'aide et du soutien pour les enfants vulnérables de leur communauté. Cependant, très peu se disent satisfaits des efforts du gouvernement dans la protection des droits des enfants.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 10 ont été lancées en janvier 2024. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer en Mauritanie, conduite par SISTA Conseil, s'est entretenue avec 1.200 adultes mauritaniens en novembre 2022. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%.

Résultats clés

- Plus des trois quarts (77%) des Mauritaniens estiment qu'il est « parfois » ou « toujours » justifié que les parents utilisent la force physique pour discipliner leurs enfants.
 - Mais plus de six répondants sur 10 (62%) affirment que l'usage de la force physique sur les enfants n'est « pas très fréquent » ou « pas du tout fréquent » dans leur communauté.
- Environ deux tiers (65%) des citoyens mauritaniens disent qu'il est « assez fréquent » ou « très fréquent » que les enfants en âge d'être à l'école n'y soient pas. Mais pour 58% des répondants, il n'est « pas très fréquent » ou « pas du tout fréquent » que les enfants de leur communauté soient victimes de violence, maltraités ou négligés.
- De fortes majorités de répondants déclarent qu'il existe des sources d'aide ou de soutien aux enfants abusés, maltraités ou négligés (78%) ; aux enfants ayant un handicap physique (81%) ; ainsi qu'aux enfants ou adultes ayant des troubles mentaux ou émotionnels (82%).
- Seulement un tiers (33%) des Mauritaniens se disent satisfaits de la performance de leur gouvernement dans la protection et la promotion du bien-être des enfants vulnérables.

Recours à la force physique pour discipliner les enfants

L'Organisation Mondiale de la Santé (2021) considère le châtiment corporel comme une violation du droit de l'enfant qui a des effets négatifs tels que le retard dans le développement cognitif, de mauvais résultats scolaires et une probabilité accrue d'adoption de comportements violents et agressifs.

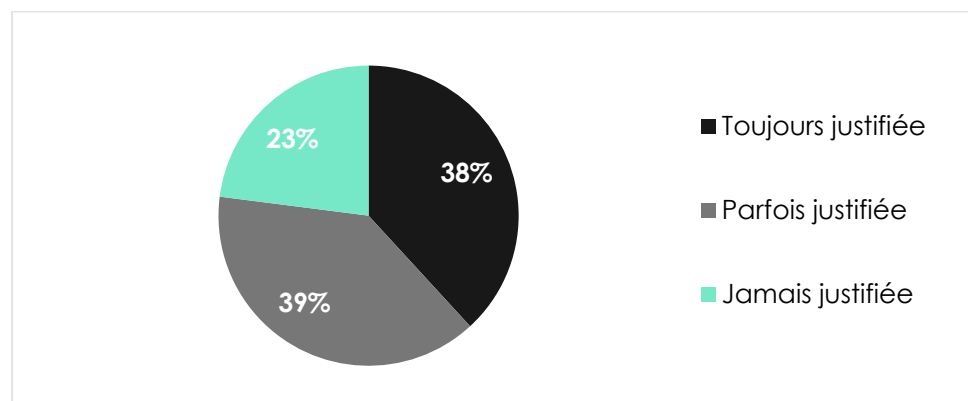
En Mauritanie, une forte majorité (77%) des personnes interviewées pensent que l'usage de la force physique est « parfois justifié » (39%) ou « toujours justifié » (38%). Seulement 23% des répondants affirment que cette pratique ne peut être « jamais justifiée » (Figure 1).

Même si le soutien au châtiment corporel est largement répandu à travers les groupes démographiques clés, il présente des divergences au sein de ces groupes. Ainsi, les résidents des milieux ruraux (89%), les plus démunis (81%)¹ et les moins instruits (79%-80%) sont plus

¹ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture et d'eau, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes (2020) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

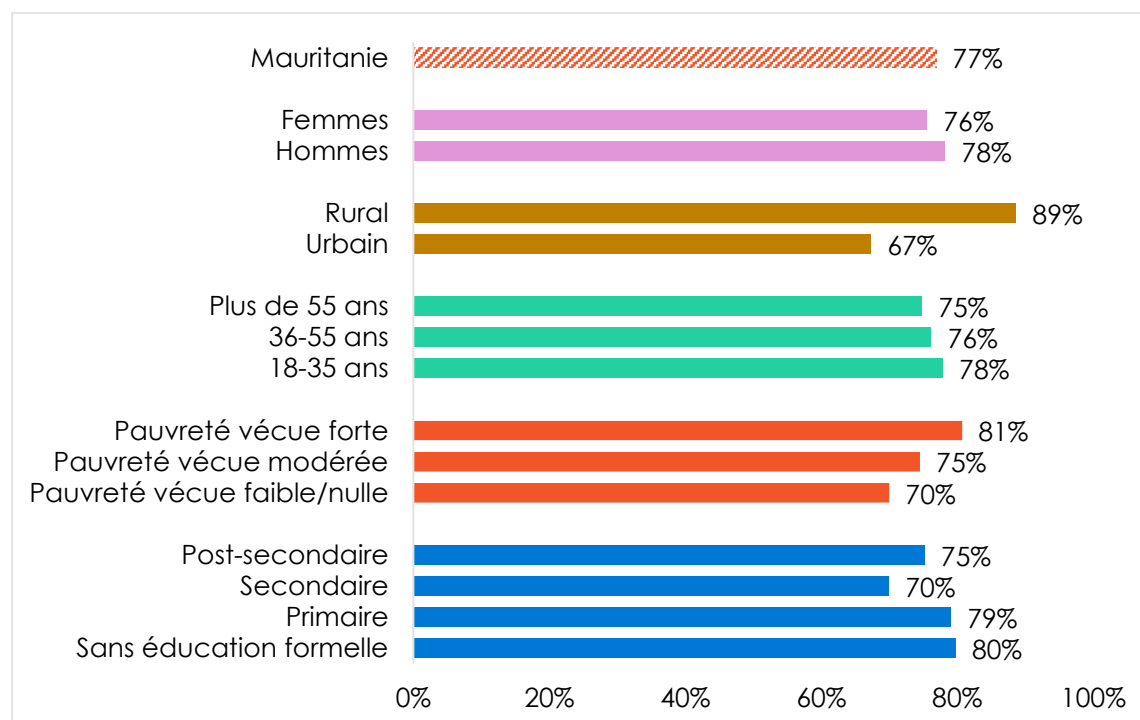
favorables à l'idée de discipliner les enfants avec de la force physique que les citadins (67%), les plus nantis (70%) et les plus instruits (70%-75%) (Figure 2).

Figure 1 : L'usage de la force physique pour discipliner les enfants est-il justifié ou non ? | Mauritanie | 2022



Question posée aux répondants : Pour l'action suivante, veuillez me dire si d'après vous elle est toujours justifiée, parfois justifiée ou jamais justifiée : Que les parents utilisent la force physique pour discipliner leurs enfants ?

Figure 2 : Il est justifié pour les parents de discipliner les enfants avec la force physique | par groupe démographique | Mauritanie | 2022



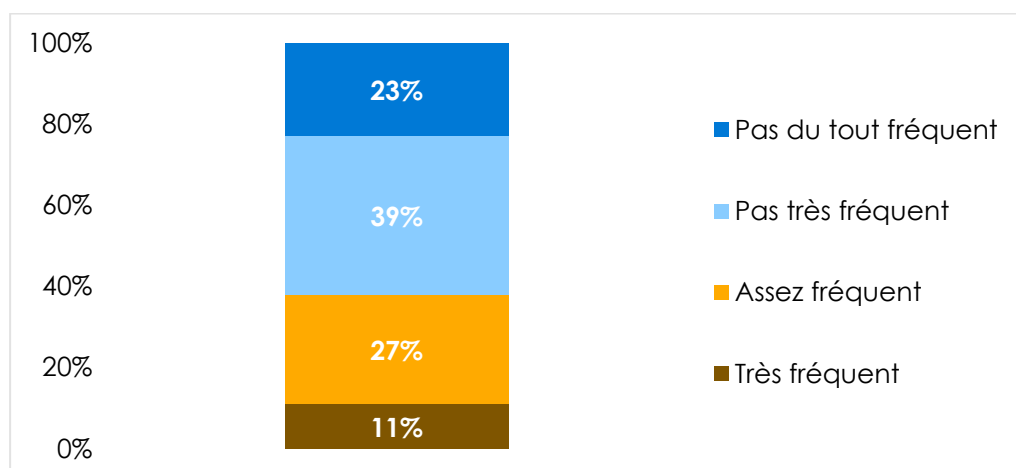
Question posée aux répondants : Pour l'action suivante, veuillez me dire si d'après vous elle est toujours justifiée, parfois justifiée ou jamais justifiée : Que les parents utilisent la force physique pour discipliner leurs enfants ? (% qui disent « parfois justifiée » ou « toujours justifiée »)

Bien même que le soutien au châtiement corporel soit répandu parmi les Mauritaniens, sa pratique semble peu l'être. La majorité (62%) des répondants disent que l'usage de la force physique pour discipliner les enfants n'est « pas très fréquent » (39%) ou « pas du tout fréquent »

(23%) dans leur communauté. Cependant, 27% trouvent que cette pratique est « assez fréquente », et 11% pensent qu'elle est « très fréquente » (Figure 3).

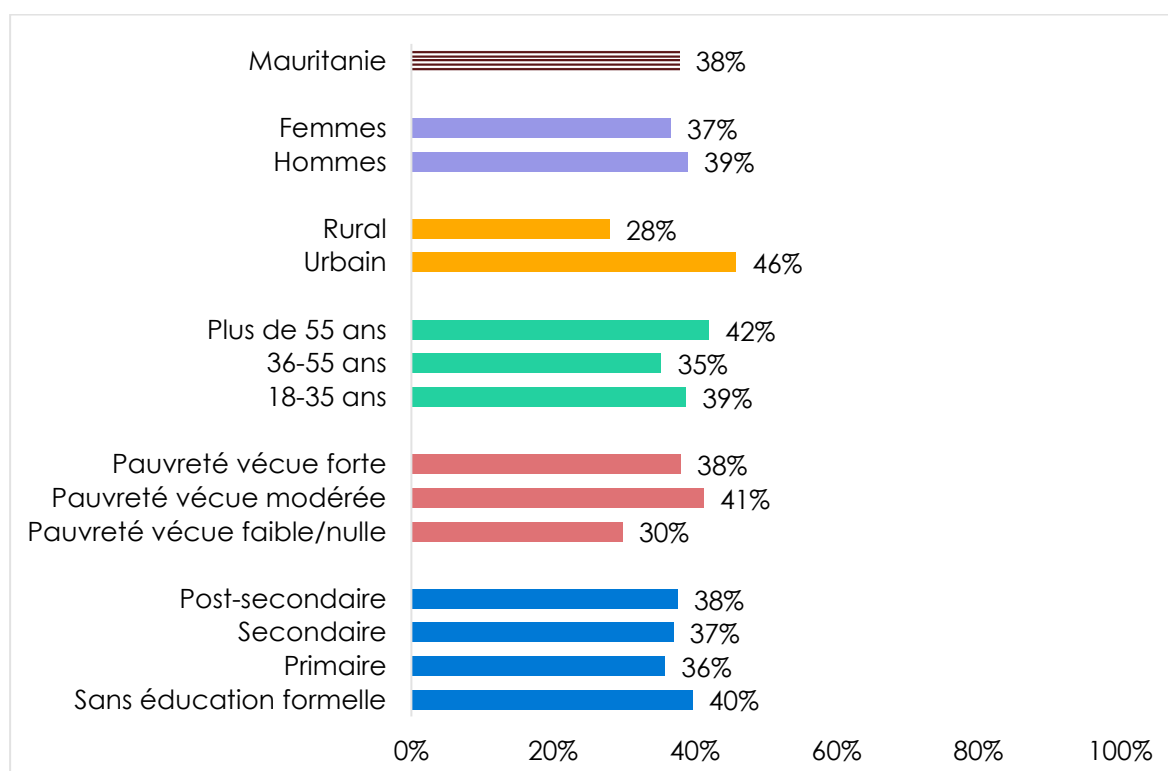
Selon les répondants, l'usage de la force physique pour discipliner les enfants est plus fréquente en milieu urbain (46%) et parmi les démunis (38%-41%) que dans les villages (28%) et chez les nantis (30%) (Figure 4).

Figure 3 : Fréquence d'usage de la force physique sur les enfants | Mauritanie | 2022



Question posée aux répondants : A quelle fréquence croyez-vous que la chose suivante se produit dans votre collectivité ou votre quartier : Les adultes utilisent la force physique pour discipliner les enfants ?

Figure 4 : Les adultes utilisent fréquemment la force physique pour discipliner les enfants | par groupe démographique | Mauritanie | 2022



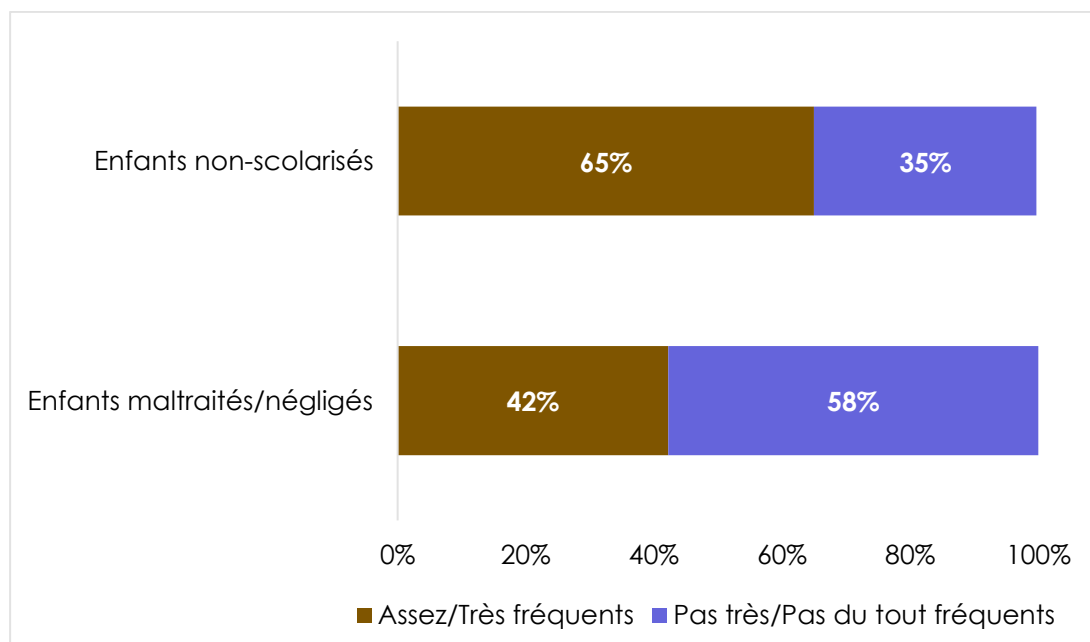
Question posée aux répondants : A quelle fréquence croyez-vous que la chose suivante se produit dans votre collectivité ou votre quartier : Les adultes utilisent la force physique pour discipliner les enfants ? (% qui disent « assez fréquent » ou « très fréquent »)

Abus, maltraitance et négligence des enfants

L'Etat mauritanien a mis au centre de ces priorités l'éducation et le bien-être des enfants. En dépit de ses efforts, près des deux tiers (65%) des citoyens disent qu'il est « assez fréquent » ou « très fréquent » que des enfants en âge de scolarisation ne le soient pas. Par contre, 35% des répondants estiment que ce problème n'est « pas très fréquent » ou « pas du tout fréquent » dans leur communauté (Figure 5).

En revanche, la majorité (58%) des répondants déclarent que les enfants victimes de violence, de maltraitance ou de négligence ne sont pas fréquents dans leur localité. Mais une importante proportion (42%) de citoyens disent quand même le contraire.

Figure 5 : Fréquence de non-scolarisation et de maltraitance des enfants | Mauritanie | 2022



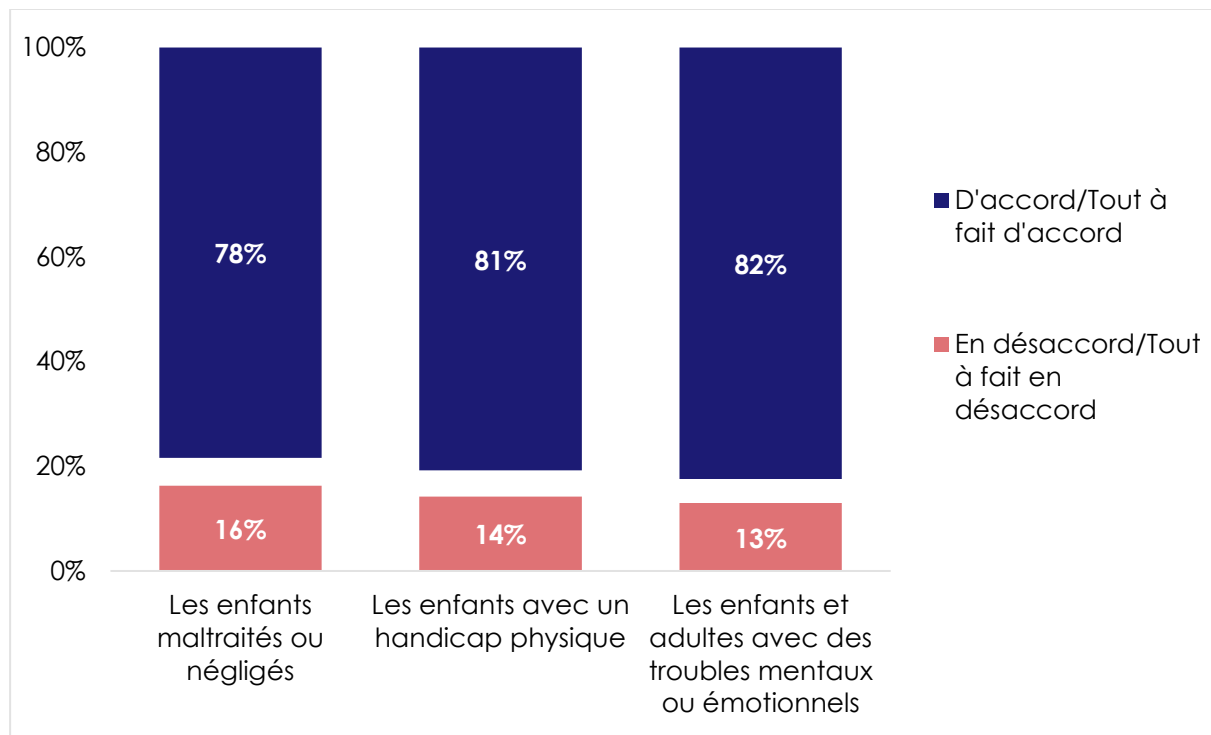
Questions posées aux répondants : A quelle fréquence croyez-vous que les choses suivantes se produisent dans votre localité ou votre quartier :

- Les enfants sont victimes de violence, maltraités ou négligés ?
- Les enfants qui doivent être à l'école et ne sont pas à l'école ?

Des services d'assistance aux enfants vulnérables sont disponibles à la population, selon les citoyens mauritaniens. Environ huit répondants sur 10 disent que les membres de leur communauté peuvent généralement obtenir de l'aide pour les enfants abusés, maltraités ou négligés (78%) ; les enfants vivant avec un handicap physique (81%) ; et les enfants et les adultes ayant des troubles mentaux et émotionnels (82%) (Figure 6).

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter
notre outil d'analyse en ligne au
www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Figure 6 : Existe-t-il un soutien aux enfants vulnérables ? | Mauritanie | 2022



Questions posées aux répondants : Veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou en accord avec chacune des affirmations suivantes :

En général, les membres de cette communauté peuvent obtenir de l'aide pour les enfants abusés, maltraités ou négligés ?

Dans ma communauté, les enfants ayant un handicap physique sont généralement en mesure d'obtenir le soutien dont ils ont besoin pour réussir dans la vie ?

Dans ma communauté, les enfants et les adultes ayant des troubles mentaux ou émotionnels peuvent généralement obtenir l'aide dont ils ont besoin pour mener une bonne vie ?

Les résultats en fonction des groupes démographiques suggèrent que l'existence de soutien aux enfants vulnérables est plus perçue par les plus instruits, les mieux nantis et les moins âgés que chez leurs homologues respectifs (Figure 7).

Par exemple, en ce qui concerne les enfants maltraités ou négligés, les répondants avec le niveau secondaire ou post-secondaire (86%-87%), les nantis (85%-87%) et les moins âgés (78%-82%) sont plus enclins de déclarer qu'un soutien existe au niveau de leur communauté que les citoyens sans instruction formelle (71%), les plus pauvres (71%) et les personnes de 56 ans ou plus (69%).

De même, la perception de la disponibilité d'aide aux enfants vivant avec un handicap physique est plus prononcée chez les plus instruits (88%-89%), les riches (94%) et les moins âgés (82%-83%) que les non-instruits (75%), les pauvres (73%) et les plus âgés (69%).

Quant au soutien aux enfants et adultes ayant des troubles mentaux ou émotionnels, les plus instruits (88%-90%), les mieux nantis (94%) et les moins âgés (83%-85%) le perçoivent plus que les autres.

Figure 7 : Disponibilité d'aide aux enfants vulnérables | par niveau d'instruction, niveau de pauvreté vécue et âge | Mauritanie | 2022



Questions posées aux répondants : Veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou en accord avec chacune des affirmations suivantes :

En général, les membres de cette communauté peuvent obtenir de l'aide pour les enfants abusés, maltraités ou négligés ?

Dans ma communauté, les enfants ayant un handicap physique sont généralement en mesure d'obtenir le soutien dont ils ont besoin pour réussir dans la vie ?

Dans ma communauté, les enfants et les adultes ayant des troubles mentaux ou émotionnels peuvent généralement obtenir l'aide dont ils ont besoin pour mener une bonne vie ?

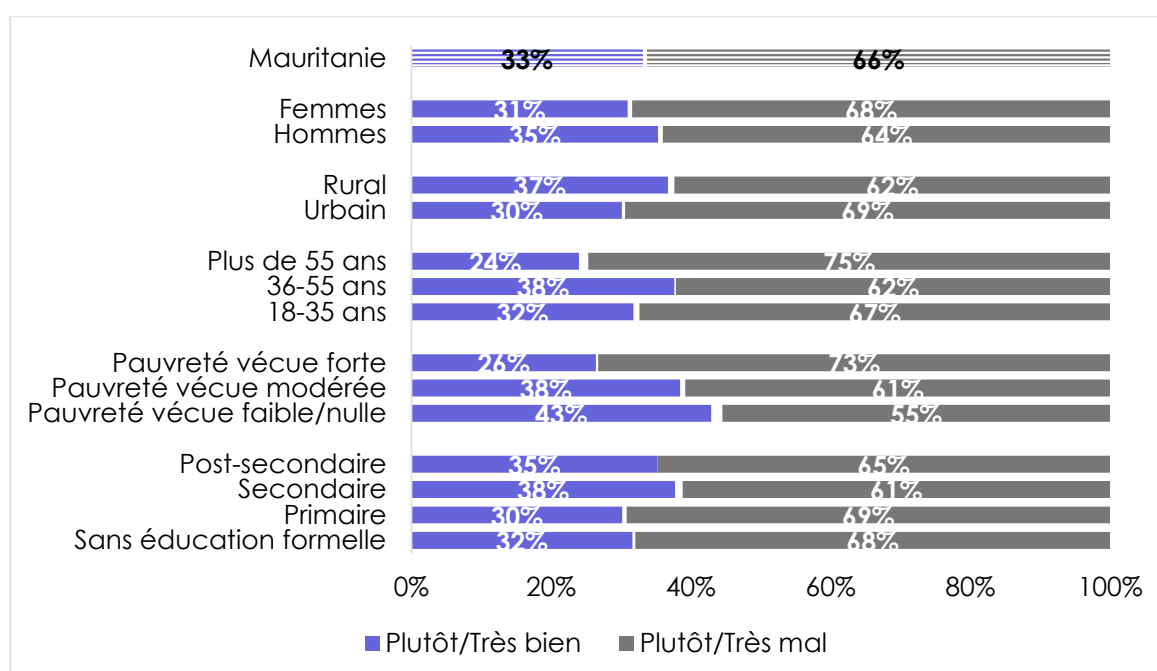
(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Efforts du gouvernement pour la protection des enfants

Même après tant d'efforts mis en place par le gouvernement mauritanien pour assurer le bien-être des enfants, peu de citoyens (33%) en sont satisfaits, tandis que deux fois plus (66%) les désapprouvent (Figure 8).

Le taux d'insatisfaction des Mauritaniens par rapport aux performances du gouvernement dans la promotion du bien-être des enfants atteint jusqu'à 75% des plus de 55 ans et 69% des résidents des milieux urbains. Il augmente aussi avec le degré de pauvreté des répondants, allant de 55% des plus nantis à 73% des plus économiquement défavorisés.

Figure 8 : Performance du gouvernement dans la protection des enfants | par groupe démographique | Mauritanie | 2022



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la protection et promotion du bien-être des enfants vulnérables, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Conclusion

Pour les défenseurs des droits de l'enfant, les résultats de l'enquête Afrobarometer suggèrent certaines pistes d'action.

Les Mauritaniens continuent d'accepter l'idée de discipliner les enfants par l'utilisation de la force physique. Cette pratique est plus acceptée dans les milieux ruraux, mais selon les répondants, elle est plus appliquée dans les villes.

En plus, les cas d'enfants non-scolarisés sont toujours courants dans les communautés, selon la grande majorité des répondants.

Bien même que la plupart des citoyens affirment que des soutiens pour les enfants vulnérables sont disponibles dans leur communauté, cette perception est moins répandue parmi les personnes moins instruites et moins nanties.

Des efforts dans ces sens pourraient contribuer à améliorer les perceptions des performances du gouvernement en matière de promotion du bien-être des enfants.

Références

- Mattes, R. (2020). Pauvreté vécue à la hausse en Afrique : Fin d'une décennie d'amélioration du niveau de vie. Document de Politique No. 62 d'Afrobarometer.
- Nations Unies. (2018). Le Comité des droits de l'enfant examine le rapport de la Mauritanie. 18 septembre.
- Organisation Mondiale de la Santé. (2021). Châtiments corporels et santé. 23 novembre.
- République Islamique de Mauritanie. (2022). Rapport initial sur les mesures d'application des dispositions de la Charte Africaine des Droits et Bien-être de l'Enfant prises par la Mauritanie.
- Sahara Media. (2019). Mauritanie : Mise à jour de la stratégie nationale de l'enfance. 17 juillet.
- UNICEF. (2017). Enquête par grappes à indicateurs multiples MICS 2015.
- UNICEF. (2018). Pour chaque enfant, le droit de grandir en sécurité et à une identité.

Mariem Abdellahi Edda est étudiante en statistique à l'Ecole Polytechnique de Nouakchott. Email : 22618@isms.esp.mr.

Raghye Meissara Bilal est étudiante en statistique et économie à l'Ecole Polytechnique de Nouakchott. Email : 21327@isms.esp.mr.

Aliou Sow est étudiant en doctorat en sciences sociales à l'Université Gaston Berger au Sénégal Email : adjisow2008@gmail.com.

Oumar Ba est étudiant en master en migration et gouvernance territoriale à l'Université de Nouakchott. Email : oba48646@gmail.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University, University of Cape Town et University of Malawi apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de l'Agence Norvégienne de Coopération au Développement via le Projet Think Africa de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations – Africa, de Luminare, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, du Ministère des Affaires Etrangères de la Finlande, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'Ambassade de la Suède au Zimbabwe, du Centre Mondial du Pluralisme et de GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Pour faire un don en ligne, veuillez suivre ce [lien](#) ou ce [lien](#). Pour discuter du financement institutionnel, contactez Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org).

Suivez nos publications sur #VoicesAfrica.



/Afrobarometer

✂ @Afrobarometer



Dépêche No. 834 d'Afrobarometer | 9 août 2024